

Conakry, Guinée, 10 septembre (Infosplusgabon) - Moins d'une semaine après avoir été désigné par le président Alpha Condé pour engager des discussions avec les acteurs sociopolitiques du pays, dans la perspective d'un référendum pour une nouvelle Constitution, le Premier ministre, Dr. Ibrahima Kassory Fofana, a annoncé, lundi soir, dans un message radiodiffusé, des consultations dont il n'a pas précisé la date.

Chacun des invités recevra dans les heures à venir sa lettre d'invitation, a-t-il indiqué, appelant tous à saisir l'occasion qui leur est ainsi offerte de partager leurs avis et positions sur toutes les questions d'intérêt national.

"Je tiens à préciser que ma mission n'est pas d'engager des négociations ou de conduire un dialogue à proprement parler, mais d'être un interface entre les acteurs de la vie nationale et le chef de l'Etat pour appréhender les grandes tendances de l'opinion publique et avoir ainsi une bonne lecture des différentes attentes", a-t-il affirmé.

"En m'assignant la mission d'engager ces consultations, le président de la République voudrait que chacun se fasse entendre et que nul ne soit exclu du processus de la prise de décisions", a-t-il précisé.

Pour le chef de l'Etat guinéen, comme pour tout démocrate, toute décision qui engage la vie de

la Nation et détermine son avenir doit nécessairement tenir compte de la volonté et des aspirations du peuple dans toute sa diversité.

Il a assuré qu'il n'avait pas de préjugés, ni des positions figées ou personnelles à faire valoir.

"Mon but, a-t-il dit, ne sera pas non plus d'imposer des choix, ou de négocier ou d'annoncer des décisions déjà arrêtées"

"Mon but ne sera pas non plus, de partager des positions ou des convictions personnelles, d'orienter ou d'influencer les opinions ou les prises de position des différents acteurs à consulter", a-t-il rassuré.

Le président Condé avait déclaré, mercredi dernier, dans un message à la Nation qu'il était devenu nécessaire et indispensable d'ouvrir des consultations avec tous les acteurs sociopolitiques, afin que chacun donne librement son avis sur toutes les questions d'intérêt national.

Quelques heures après le message du chef de l'Etat, l'opposant Amadou Oury Bah, avait, au cours d'un entretien avec la PANA, invité les acteurs socio-politiques du pays à accorder leurs violons et à parler d'une même et seule voix dans la perspective de la consultation nationale.

L'ancien ministre de la Réconciliation nationale sous le défunt président Lansana Conté, avait dit que les acteurs majeurs devaient s'unir pour se pencher sur la façon d'organiser leur prochaine rencontre avec le chef du gouvernement, afin d'éviter des confusions.

A cet égard, il avait exhorté le Premier ministre à organiser une concertation inclusive, portant sur la Constitution.

"Un débat responsable, structuré, méthodiquement planifié par une identification précise des intervenants, jouissant d'une réelle légitimité est nécessaire", avait-il suggéré.

Membre du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), l'opposant prend ainsi le contre-pied de la position de cette structure qui a immédiatement rejeté dans une déclaration la proposition d'une concertation nationale sur la Constitution.

Depuis plusieurs mois, les heurts, souvent violents et meurtriers, se produisent entre défenseurs et pourfendeurs d'une nouvelle Constitution.

L'Article 27 de la Constitution guinéenne rappelle que le président de la République est élu au suffrage universel direct ; la durée de son mandat est de cinq ans, renouvelable une fois. En aucun cas, nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs.

Et l'article 152 souligne que l'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au président de la République et aux députés. Pour être pris en considération, le projet ou la proposition de révision est adopté par l'Assemblée nationale, à la majorité simple de ses membres.

© Copyright Infosplusgabon